



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des Populations de Saône-et-Loire**
Service Santé Protection Animales et Environnement

Unité environnement et autres filières
24 Boulevard Henri DUNANT
71000 Mâcon
ddpp@saone-et-loire.gouv.fr

Mâcon, le 29/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAEC CHAVANOSSE

**453 ROUTE DE LA BAISSSE
71480 VARENNES ST SAUVEUR**

Références : 2025-02774
Code AIOT : 0003302330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'élevage porcin exploité par le GAEC de CHAVANOSSE implanté au 453 ROUTE DE LA BAISSSE 71480 Varennes-Saint-Sauveur. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (établissement à enjeux, élevage IED)

L'inspection réalisée le 09/09/2025 a porté de façon concomitante sur la vérification du respect des prescriptions relatives à la protection animale en élevage porcin (Code rural et de la pêche maritime) qui fait l'objet d'un rapport d'inspection distinct.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC CHAVANOSSE
- SIRET : 32771836700011
- Siège : 1290 route de Chavanosse 01340 Marsonnas
- Site d'exploitation : 453 ROUTE DE LA BAISSSE 71480 Varennes-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0003302330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC de Chavanosse exploite sur la commune de Varennes Saint Sauveur un élevage de porcs post-sevrage / engraissement IED (rubrique n°3660 de la nomenclature des ICPE).
Nombre d'emplacements autorisés pour les porcs de production (>30 kg) : 2891.

Le fonctionnement de cette installation est réglementairement encadré par :

- l'arrêté ministériel du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 ;
- l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BENV-2015-280-1 en date du 7 octobre 2015 (mise à jour du plan d'épandage) ;
- l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BRE/2016-169-1 en date du 17/06/2016 (acte la reprise de l'exploitation par le GAEC de Chavanoisse et mise à jour des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie).

Thèmes de l'inspection :

AN25 Élevages Rétention / AN25 Élevages Stockage / Fertilisation/ Fuite dans le milieu / Stratégie de défense incendie / Transfert d'effluents / Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives aux émissions d'ammoniac

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Le fonctionnement du GAEC de Chavanoisse est globalement satisfaisant. Néanmoins des non-conformités ont été relevées et doivent faire l'objet des actions correctives suivantes :

Thématique	Référence réglementaire de la prescription contrôlée	Action corrective à réaliser	Délai
Dossier installation classée (item n°2)* Cahier d'épandage* (item n°29)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 et 37 Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 20-7	<p>Demande d'action corrective : Pour chaque campagne culturale disposer des différents bordereaux de reprise de lisier cosignés par les exploitants qui mettent à disposition leurs parcelles pour l'épandage. Ces bordereaux doivent comporter : – la date d'épandage ; – les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage et les surfaces effectivement épandues est assurée ; – les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus ; – les quantités d'azote correspondantes ; – le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; – le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</p> <p>Demande de justificatif associée : Transmettre les bordereaux complets de reprise du lisier pour la campagne d'épandage 2025/2026. (non conformité déjà relevée lors de la précédente inspection).</p>	<p>Dès les prochains épandages</p> <p>Fin de la campagne d'épandage 2025/2026</p>
Collecte et stockage des effluents (item n°9)	– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II et III – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 17-1	Répertorier dans la fiche prévue à cet effet les vérifications régulières effectuées afin de s'assurer du bon état des ouvrages de collecte et de stockage des effluents sur le site d'élevage.	Dès la prochaine vérification

Thématique	Référence réglementaire de la prescription contrôlée	Action corrective à réaliser	Délai
Moyens de lutte contre l'incendie (item n°11)	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 - Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BRE/2016-169-1 en date du 17/06/2016 article 4 	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier auprès de la Mairie que le débit du poteau incendie atteint au moins 60 m³/h. A défaut contacter le SDIS afin de définir les moyens à mettre en œuvre pour compléter la défense extérieure contre l'incendie ; - Contacter le SDIS afin de faire valider les conditions d'accès et de pompage au niveau du bassin prévu pour compléter la défense extérieure contre l'incendie et faire répertorier cette réserve dans leur base de données ; - Réparer la clôture de sécurité autour du bassin destiné à la défense extérieure contre l'incendie. - Identifier clairement la coupure électrique générale du site au niveau du tableau électrique. 	3 mois
Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)* (item n°17)	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 18 	Réaliser un relevé mensuel de la consommation d'eau (non conformité déjà relevée lors de la précédente inspection).	2 mois
Fertilisation équilibrée (item n°23)*	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 20-3 	Réaliser une analyse annuelle de lisier afin d'affiner, pour les exploitants mettant à disposition leurs parcelles, leur plan prévisionnel de fumure.	3 mois
Plan d'épandage (item n°24)	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 20-4 - Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BENV-2015-280-1 en date du 7 octobre 2015 article 4 	Mettre à jour le plan d'épandage du lisier	6 mois

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation – Modification

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 ;
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 5-1 ;
- Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BRE/2016-169-1 en date du 17/06/2016 article 2-1.

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

AM :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

AP :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

APC 2016 :

Les articles 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11-03439 du 12 juillet 2011 et de l'arrêté de prescriptions complémentaires n°2015-280-1 du 7 octobre 2015 sont modifiés et complétés comme suit :

2-1-Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Niveau d'activité
3660	Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles Autorisation b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies Autorisation	2890 emplacements
2102	Activité d'élevage, vente, transit, etc., de porcs en stabulation ou en plein air : 1. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3660 Autorisation 2. Autres installations que celles visées au 1 et détenant : a. Plus de 450 animaux-équivalents Enregistrement b. De 50 à 450 animaux-équivalents Déclaration	3150*

*Détail du calcul (conformément à la méthode de calcul de la nomenclature) :

Type d'animaux	Nombre d'animaux	Équivalence d'un animal en AEP	AEP
Porcelets	2 salles de 648 places	0,2 AEP/porcelet	259
Porcs charcutiers	7 salles de 306 places de porcs en engraissement 3 salles de 272 places de porcs en engraissement une infirmerie de 33 places	1 AEP/porc charcutier	2891
TOTAL			3150 AEP

Constats : Conforme. D'après registre de l'exploitant, présence le jour de l'inspection de : – 2888 porcs à l'engraissement ; – 530 porcelets en post-sevrage dans la salle PS1 ; – 630 porcelets en post-sevrage dans la salle PS2. Le site dispose de trois bâtiments d'élevage. Deux destinés exclusivement à l'engraissement et le dernier comprenant également les deux salles de post-sevrage. Pas de modification à venir dans le mode d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le Code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Conforme à l'exception des bordereaux d'échanges d'effluents (cf item cahier d'épandage n°29) incomplets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour chaque campagne culturale l'exploitant doit disposer des différents bordereaux de reprise de lisier par les exploitants qui mettent à disposition leurs parcelles pour l'épandage. Ces bordereaux doivent comporter l'identification des surfaces réceptrices (avec références identiques au plan d'épandage), les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Dès les prochains épandages

N° 3 : Règles d'implantation

Références réglementaires : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I ; – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 9 ; – Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BRE/2016-169-1 en date du 17/06/2016 article 2-2.
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : AM :

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :
-100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;

- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation - en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

-500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel. En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.

APC 2016 :

2-2-Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur les communes, section et parcelle suivantes :

Commune	Section	Parcelle
VARENNES-SAINT-SAUVEUR	YI	24

Constats :

Conforme. Présence historique d'un tiers à moins de 100 m de l'exploitation.

Création en cours de l'unité de méthanisation de la société Bio Energie Bressane sur la commune de Condal à un peu plus de 200 mètres du site d'élevage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intégration dans le paysage et propreté

Références réglementaires :

– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6

– Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 11

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Constats : Conforme, le site est propre et bien entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
Constats : Conforme les abords de l'exploitation sont végétalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : Conforme les différentes fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés sur le site ont été présentées à l'inspection : – TOP FOAM (détergent) – Spectragen (désinfectant) – Mefisto (désinfectant) – Biagro (appât nuisibles)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Références réglementaires : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : AM : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. AP : L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le registre de dératisation comprenant les plans de dératisation, les rythmes et les moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant gère de façon autonome la lutte contre les nuisibles. Existence d'un plan identifiant les différents points de dépôt de rodenticide. Rodenticide utilisé : FRAP® PAT', molécule active Diféthialone à 25 mg/kg. Appâts disposés dans des boîtes fermées non accessibles aux porcs. Pour lutter contre les insectes, surtout sur la période estivale, utilisation de MAGGOTS® dans la fosse après lavage, molécule active Cyromazine 2%.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Références réglementaires : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 10
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage

susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Constats : Conforme, élevage sur caillebotis intégral, murs imperméables facilement lavables et désinfectables. Aliments stockés en silos verticaux, absence d'aires d'ensilage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage des effluents – Tuyauteries - Canalisations

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II et III
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 17-1

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

AM :

II- Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

[...]

III. - Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

AP :

Des vérifications régulières, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention et des ouvrages de stockage des effluents, doivent être réalisées, notamment lors de toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications d'étanchéité, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions et des ouvrages de stockage des effluents doivent être notées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les capacités de stockage des effluents d'élevage se répartissent comme suivant :

- pré-fosses sous les caillebotis des trois bâtiments ;
- fosse carrée en béton banché (bassin conservé de l'ancienne station de traitement du lisier) couverte et entourée de clôtures en bon état le jour de l'inspection ;
- fosse circulaire (datant de la demande d'autorisation de 2011 avec changement du mode de valorisation du lisier) couverte et qui de part sa hauteur ne présente pas de risque de chute.

Absence de traces d'écoulement dans le milieu naturel aux abords des deux fosses.

Le classeur dédié au système de management environnemental (SME) comporte une fiche dédiée au relevé des contrôles visuels sur les équipements de stockage et systèmes de transfert des effluents d'élevage mais n'est pas complétée. Néanmoins l'exploitant assure une vérification

régulière du bon état des ouvrages de collecte et de stockage des effluents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Répertorier dans la fiche prévue à cet effet les vérifications régulières effectuées afin de s'assurer du bon état des ouvrages de collecte et de stockage des effluents sur le site d'élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Dès la prochaine vérification

N° 10 : Accès dégagé

Références réglementaires : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 16-1
Thème(s) : Élevage, Sécurité - Incendie
Prescription contrôlée : AM : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. AP : Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.
Constats : Conforme, accès dégagé à l'installation. Parking visiteur dédié (mesure de biosécurité porc) ne gênant pas l'accès aux bâtiments d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Références réglementaires : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 – Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BRE/2016-169-1 en date du 17/06/2016 article 4
Thème(s) : Élevage, Sécurité - Incendie
Prescription contrôlée : AM : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;

<p>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>APC 2016 :</p> <p>L'article 16-2 de l'arrêté d'autorisation du n°11-03439 du 12 juillet 2011 est modifié et complété comme suit :</p> <p>L'établissement dispose pour assurer la défense extérieure contre l'incendie d'un poteau incendie normalisé de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment ne soit pas supérieure à 200m. En complément, une réserve d'eau de 120 m³ facilement accessible en toutes circonstances sera installée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Constats :</p> <p>Présence d'un salarié qui intervient sur les différents sites exploités par le GAEC.</p> <p>Les numéros d'urgence sont affichés dans le bureau.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Borne incendie présente à l'entrée du site cependant le débit n'a pas pu être vérifié (borne incendie communale). - Présence d'une réserve d'eau supplémentaire (fosse géomembrane) à proximité des fosses à lisier. <p>La réserve n'a pas été réceptionnée par le SDIS. Clôture abîmée à certains endroits autour de la réserve.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de 12 extincteurs vérifiés le 06/12/2024 par la société Dumont Sécurité (1 extincteur, poudre (cuve fuel), 6 extincteurs CO2 et 5 extincteurs eau + ADD). <p>Absence de gaz sur le site.</p> <p>Coupure générale de l'alimentation électrique des bâtiments prévue au niveau du tableau électrique à l'entrée des bâtiments mais nécessite d'être mieux identifiée.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifier auprès de la Mairie que le débit du poteau incendie atteint au moins 60 m³/h. A défaut contacter le SDIS afin de définir les moyens à mettre en œuvre pour compléter la défense extérieure contre l'incendie ; - Contacter le SDIS afin de faire valider les conditions d'accès et de pompage au niveau du bassin prévu pour compléter la défense extérieure contre l'incendie et faire répertorier cette réserve dans leur base de données ; - Réparer la clôture de sécurité autour du bassin destiné à la défense extérieure contre l'incendie. - Identifier clairement la coupure électrique générale du site au niveau du tableau électrique. <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>
--

N° 12 : Collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie

Références réglementaires : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-IV – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 17-3
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : AM : Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022. Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions. AP : En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont récupérées et traitées selon une filière adaptée.
Constats : Prescription de l'arrêté ministériel non applicable car l'installation est antérieure à 2022. Pas de projet d'extension à venir. En cas d'incendie les eaux d'extinction seraient canalisées dans les pré-fosses puis pompées par une entreprise agréée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Présence d'un salarié qui intervient sur les différents sites exploités par le GAEC. Vérification complète des installations électriques réalisée par l'APAVE le 30/09/2024 (précédente visite le 04/09/23). Le rapport d'intervention a été présenté. Aucune non-conformité n'est relevée. Absence de gaz sur le site. La prochaine vérification est programmée début octobre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Accès aux installations

Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none">– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3– Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 16-1
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : <p>AM : Accès aux installations. L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>AP : Une affiche « propriété privée – entrée interdite à toute personne étrangère à l'exploitation » est installée à l'entrée de l'exploitation. Toute personne étrangère à l'exploitation doit, à son arrivée sur le site d'élevage, signer le registre des entrées tenu à jour par l'exploitant.</p>
Constats : <p>Conforme, présence d'un panneau apposé à l'entrée de l'exploitation ainsi que sur le portail d'accès aux bâtiments d'élevage informant toute personne étrangère que l'accès est réservé. Présence d'un registre (agenda) qui recense les différentes entrées dans l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Rétention des pollutions accidentelles

Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none">– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 17-2
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">— 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;— 50% de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand récipient ;

-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;

-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.

Constats :

Présence d'une cuve à gasoil double paroi sur le site mais non utilisée (initialement prévue pour alimenter les chauffages en début d'engraissement si les températures le nécessitent).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire :

Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

[...]

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Constats :

Les ¾ des bâtiments (salles d'engraissement) sont équipés en nourrisoupes. Les quantités sont adaptées automatiquement par case en fonction du poids des porcs du lot.

Présence d'un compteur d'eau dédié à l'engraissement.

Consommation d'eau déclarée en 2024 de 10 824 m³ (pour rappel 2023 : 11 591 m³ et 2022 : 10 910 m³). Utilisation d'un karcher haute pression pour le nettoyage des cases en fin de bande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

AM :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

AP :

<p>Les prélèvements d'eau proviennent exclusivement du réseau d'eau potable communal.</p> <p>La canalisation d'arrivée d'eau du réseau communal sur le site d'exploitation est équipée d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable ou tout autre dispositif équivalent. Une maintenance annuelle de ce dispositif doit être assurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Raccordement uniquement sur le réseau d'adduction public, aucun forage.</p> <p>Compteur d'eau présent sur l'arrivée d'eau du site mais n'est pas relevé mensuellement en raison de la difficulté d'accès signalée par l'exploitant. Un compteur sera prochainement installé au niveau de l'arrivée d'eau du premier bâtiment d'élevage afin de faciliter le relevé mensuel.</p> <p>Présence d'un disconnecteur. L'exploitant transmet à l'inspection une attestation de conformité sanitaire datant du 5 juillet 2019. Dernière attestation de maintenance annuelle transmise, vérification effectuée par l'entreprise SAS Jean PONSARD les 25/09/24 et le 05/09/25. Aucun dysfonctionnement relevé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Réaliser un relevé mensuel de la consommation d'eau (non conformité déjà relevée lors de la précédente inspection).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 18 : Collecte et stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme, plan des réseaux présenté lors de l'inspection. L'intégralité des pré-fosses rejoint la fosse extérieure carrée avant de rejoindre la fosse circulaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Stockage des effluents en zone vulnérable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Communes de Condal, Dommartin les Cuiseaux, Domsure partiellement classées en zone vulnérable.</p> <p>Varennnes-Saint-Sauveur, Beaupont, Cormoz, St Nizier le Bouchoux totalement classées en zone vulnérable.</p> <p>Capacités de stockage conformes : pré-fosses dans tous les bâtiments, deux fosses de stockage extérieures.</p> <p>Quantité de lisier produit : 5 407 m³</p> <p>Capacités de stockage présentes : 4 767 m³</p> <p>Soit 10, 5 mois de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Conforme. Élevage porcin uniquement en bâtiment. Pour le premier bâtiment, les eaux pluviales canalisées (gouttières) sont renvoyées dans le fossé. Pour les deux autres bâtiments présence de drains.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Conforme, effluents collectés puis épandus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : <ul style="list-style-type: none">- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).
Constats : Conforme, plan d'épandage autorisé, mise à disposition de l'intégralité des parcelles du plan d'épandage par d'autres exploitants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23: Fertilisation équilibrée

Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none">- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 20-3
Thème(s) : Élevage, Pollution

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM :</p> <p>Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.</p> <p>Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p> <p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la stagnation prolongée sur les sols ; — le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; — une percolation rapide vers les nappes souterraines. <p>AP :</p> <p>La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.</p> <p>En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.</p> <p>Un plan prévisionnel de fumure est établi pour gérer la fertilisation.</p> <p>Les valeurs fertilisantes du lisier, estimées d'après des tables de références reconnues, sont affinées par des analyses réalisées annuellement.</p> <p>Les apports azotés, toutes origines confondues (organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.</p> <p>La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.</p> <p>Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions édictées par les autres règles applicables aux élevages, notamment celles définies dans le cadre des programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.</p>
<p>Constats :</p> <p>Intégralité des parcelles du plan d'épandage sont mises à disposition par des exploitations voisines. La dernière analyse de lisier a été réalisée le 03/07/23.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser une analyse annuelle de lisier afin d'affiner, pour les exploitants mettant à disposition leurs parcelles, leur plan prévisionnel de fumure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 24 : Plan d'épandage

<p>Références réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 articles 20-4 et 20-6 - Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BENV-2015-280-1 en date du 7 octobre 2015 article 4
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM :</p> <p>a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> — identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;

- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ;

b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :

- les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;
- l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;
- les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;
- les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ;
- les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;
- les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ;

c) Composition du plan d'épandage :

Le plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;

- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;

- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;

- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;

- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

d) Mise à jour du plan d'épandage :

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

APC 2015 :

L'article 20-4 de l'arrêté d'autorisation du n°11-03439 du 12 juillet 2011 est modifié comme suit :

« L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage modifié transmis à l'inspecteur de l'environnement le 3 juillet 2015. La surface totale du plan d'épandage modifié par l'ajout de parcelles ressort à une surface épandable de 635,46 ha ».

Toute modification du plan d'épandage par ajout ou échange de parcelles est portée à la

connaissance du Préfet pour une nouvelle instruction avant réalisation des opérations d'épandage. L'épandage est autorisé sur les parcelles référencées en annexe du présent arrêté.
Constats : Le plan d'épandage établi initialement par la SA PRELY, acté dans l'arrêté préfectoral complémentaire de 2015, a été repris à l'identique par le GAEC de Chavanoisse lors de la reprise de l'exploitation. 10 exploitants différents listés ci-après ont établi une convention de reprise avec le GAEC de Chavanoisse (vu conventions de mise à disposition datées de 2016) : MALIN Lilian / GAEC d'ARMONT / EARL du Bois RAPILLARD / GAEC du MALICHY / GAEC de la GRANGE VAGNOT / GAEC DU GROSBUISS / BLANC François / GOUX RACHEL / SANDELION Gilles et le GAEC de la SANE. D'après les exploitants, les parcelles de DORNAND Bernard initialement présentes dans le plan d'épandage de la SA PRELY auraient été reprises par le GAEC du GROSBUISS et le GAEC de la GRANGE VAGNOT. Le projet d'unité de méthanisation sur la commune de Condal n'a, à ce jour, pas encore abouti et la valorisation du lisier est toujours réalisée par épandage direct sur les parcelles mises à disposition. L'exploitant informe l'inspection que : <ul style="list-style-type: none"> – seuls certains exploitants assurent la reprise du lisier (4 d'après l'exploitant sur les 10). – certaines parcelles seront prochainement retirées du plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le plan d'épandage du lisier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 25 : Site de traitement spécialisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du Code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
Constats : Le projet de reprise du lisier par l'unité de méthanisation en cours de construction sur la commune de Condal (société Bio Energie Bressane) n'est à ce jour pas encore mis en place (projet retardé). Dans le projet un lisioduc est prévu afin d'acheminer directement le lisier vers l'unité de méthanisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Déchets et sous-produits animaux

Références réglementaires : - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33 - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 23
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ;

- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Constats :

Conforme, peu de déchets générés par l'activité. Site propre et bien entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Déchets et sous-produits animaux

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 23

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage [...].

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Conforme, présence sur une aire stabilisée en zone publique (biosécurité en élevage porcin) d'un bac fermé pour le stockage des petits cadavres et d'une cloche pour le stockage des cadavres de grande taille. Cadavres repris par PROVALT Jura (39160 Saint Amour). Vu dernier bordereau de reprise datant du 02/09/25. Passage de l'équarrissage pendant l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Constats :

Conforme :

- vu bordereau du 23/06/2025 de reprise des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) par LA COLLECTE MEDICALE.

- vu bordereau du 06/12/24 pour la reprise par l'opérateur de collecte A.D.I VALOR des bidons vides, big-bags et sacs, et bordereau du 06/06/25 de reprise par l'opérateur de collecte BAILLET-BREDY.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Cahier d'épandage

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 20-7

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque ilot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Difficulté rencontrée par l'exploitant pour récupérer les bordereaux de reprise du lisier auprès des exploitants qui mettent à disposition leurs parcelles.

Des bordereaux de reprise sont présentés à l'inspection pour la campagne culturale précédente et celle en cours. Cependant comme déjà relevées lors de l'inspection précédente, les références des parcelles indiquées ne correspondent pas toujours aux références des parcelles autorisées dans le plan d'épandage (APC de 2015) ce qui ne permet pas de vérifier que le lisier ait été épandu sur les parcelles effectivement autorisées. Par ailleurs, les bordereaux de reprise sont incomplets puisqu'ils n'indiquent pas la quantité d'azote épandue à partir du volume de lisier récupéré. Certains bordereaux ne sont pas signés ni datés.

Un modèle de bordereau comportant toutes ces informations a été transmis à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

Pour chaque campagne culturale disposer des différents bordereaux de reprise de lisier cosignés par les exploitants qui mettent à disposition leurs parcelles pour l'épandage. Ces bordereaux doivent comporter :

- la date d'épandage
- les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage et les surfaces effectivement épandues est assurée ;

- les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus ;
- les quantités d'azote correspondantes ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Demande de justificatif :

Transmettre les bordereaux complets de reprise du lisier pour la campagne d'épandage 2025/2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective / Transmission de justificatifs

Proposition de délais : Dès les prochains épandages

N° 30 : Déclaration GERE

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 article 28-2

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.

Constats :

Conforme. Déclaration des émissions sur l'année 2024 réalisée le 21/03/25.

Type de suites proposées : Sans suite

Respect des meilleures techniques disponibles : émissions d'ammoniac

N° 31 : MTD n°3 : Stratégie nutritionnelle : azote total excrété, nutrition des animaux

Références réglementaires :

- BREF IRPP : MTD n°3
- Arrêté ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage IED

Prescription contrôlée :

MTD 3. Afin de réduire l'azote total excrété et, par conséquent, les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous.

	Technique ⁽¹⁾	Applicabilité
a	Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles.	Applicable d'une manière générale.
b	Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.	Applicable d'une manière générale.
c	Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.	L'applicabilité peut être limitée lorsque les aliments à faible teneur en protéines ne sont pas économiquement accessibles. Les acides aminés de synthèse ne sont pas utilisables pour la production animale biologique.
d	Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.	Applicable d'une manière générale.

Azote total excrété associé à la MTD

Paramètre	Catégorie animale	Azote total excrété associé à la MTD ⁽¹⁾ ⁽²⁾ (kg d'azote excrété/emplacement/an)
Azote total excrété, exprimé en N	Porcelets en post-sevrage	1,5 — 4,0
	Porcs de production	7,0 — 13,0
	Truies (y compris les porcelets)	17,0 — 30,0
	Poules pondeuses	0,4 — 0,8
	Poulets de chair	0,2 — 0,6
	Canards	0,4 — 0,8
	Dindes	1,0 — 2,3 ⁽³⁾

Constats :

Conforme

Les animaux reçoivent une alimentation multiphasées répondant aux besoins spécifiques des périodes de production. 5 types d'aliment : aliment 1^{er} âge (weaner start); aliment 2^e âge ; Nourrain (début engraissement) ; Croissance et Finition. Vu composition des différents aliments. Du lactosérum est ajouté en engraissement.

Résultats transmis dans BRS pour 2024 :

- 0,57 kg N excrété / emplacement / an pour les PS

- 10,8 kg N excrété / emplacement / an pour les PC

Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : MTD n°14: Emissions atmosphériques d'NH₃, stockage des effluents solides**Références réglementaires :**

- BREF IRPP : MTD n°14

- Arrêté ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage IED

Prescription contrôlée :

MTD 14. Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous:

	Technique ⁽¹²⁾	Applicabilité
a	Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides.	Applicable d'une manière générale.
b	Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides.	Applicable d'une manière générale lorsque les effluents solides sont séchés ou préséchés dans le bâtiment d'hébergement. N'est pas nécessairement applicable aux effluents solides non séchés du fait d'ajouts fréquents au tas.
c	Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.	Applicable d'une manière générale.

Constats :

Non concerné : uniquement stockage d'effluents liquides.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 33 : MTD n°16 : Émissions fosse à lisier**Références réglementaires :**

- BREF IRPP : MTD n°16

- Arrêté ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage IED

Prescription contrôlée :

MTD 16. Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous.

	Technique ⁽¹⁾	Applicabilité
a	Conception et gestion appropriées de la fosse à lisier, par une combinaison des techniques suivantes:	
	1. réduction du rapport entre la surface d'émission et le volume de la fosse à lisier;	N'est pas nécessairement applicable d'une manière générale aux fosses existantes. Les fosses à lisier extrêmement hautes peuvent ne pas être applicables du fait des coûts accrus et des risques pour la sécurité.
	2. réduire la vitesse du vent et les échanges d'air à la surface du lisier en maintenant un plus faible niveau de remplissage de la fosse;	N'est pas nécessairement applicable d'une manière générale aux fosses existantes.
	3. réduire le plus possible l'agitation du lisier.	Applicable d'une manière générale.
b	Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes:	
	1. couverture rigide;	N'est pas nécessairement applicable aux unités existantes en raison de considérations économiques et de contraintes structurales pour supporter la charge supplémentaire.
	2. couvertures souples;	Les couvertures souples ne sont pas applicables dans les régions où les conditions météorologiques sont susceptibles de les endommager.
	3. couvertures flottantes, telles que: — balles en plastique; — matériaux légers en vrac; — couvertures souples flottantes; — plaques géométriques en plastique; — couvertures gonflables; — croûte naturelle; — paille.	Les balles en plastique, les matériaux légers en vrac et les plaques géométriques en plastique ne sont pas applicables aux lisiers qui croissent naturellement. L'agitation du lisier lors du brassage, du remplissage et de la vidange peut exclure l'utilisation de certaines matières flottantes qui sont susceptibles d'entraîner une sédimentation et une obstruction des pompes. La formation naturelle d'une croûte n'est pas nécessairement applicable dans les régions à climat froid et où le lisier a une faible teneur en matière sèche. La formation naturelle d'une croûte n'est pas applicable aux lagunes dans lesquelles le brassage, le remplissage et le déversement du lisier rendent la croûte naturelle instable.
c	Acidification du lisier	Applicable d'une manière générale.

Constats :

Conforme

- Fosse de stockage construite selon le principe de réduction du ratio surface / volume
- l'agitation des effluents liquides est réduite le plus possible
- couverture des fosses extérieures

Type de suites proposées : Sans suite

N° 34 : MTD n°21 : Epandage

Références réglementaires :

- BREF IRPP : MTD n°21
- Arrêté ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage IED

Prescription contrôlée :

MTD 21. Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage de lisier, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous.

	Technique ⁽¹⁾	Applicabilité
a	Dilution du lisier, suivie de techniques telles qu'une irrigation à basse pression.	Non applicable aux cultures destinées à être consommées crues en raison du risque de contamination. Non applicable lorsque le type de sol ne permet pas une infiltration rapide du lisier dilué dans le sol. Non applicable lorsque les cultures ne nécessitent pas d'irrigation. Applicable aux parcelles aisément reliées à l'installation d'élevage par canalisations.
b	Rampe à pendillards, en appliquant une ou plusieurs des techniques suivantes: 1. tube trainé; 2. sabot trainé.	L'applicabilité peut être limitée lorsque la teneur en paille du lisier est trop élevée ou lorsque sa teneur en matière sèche est supérieure à 10 %. Le sabot trainé n'est pas applicable aux cultures arables plantées en rangs serrés.
c	Injecteur (sillon ouvert).	Non applicable sur sols compactés, peu profonds ou caillouteux où il est difficile de réaliser une pénétration uniforme. L'applicabilité peut être limitée lorsque les machines sont susceptibles d'endommager les cultures.
d	Enfouisseur (sillon fermé).	Non applicable sur sols compactés, peu profonds ou caillouteux où il est difficile de réaliser une pénétration uniforme et une fermeture efficace des sillons. Non applicable pendant la croissance des cultures. Non applicable sur les prairies, sauf en cas de conversion en terres arables ou lors du réensemencement.
e	Acidification du lisier.	Applicable d'une manière générale.

Constats :

L'épandage du lisier est réalisé par les repreneurs avec leur matériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 35 : Émissions d’NH₃, production global élevage porcin

Référence réglementaire :

- BREF IRPP : MTD n°23
- Arrêté ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage IED

Prescription contrôlée :

Afin de réduire les émissions d’ammoniac résultant du processus de production global de l’élevage porcin (truies comprises) ou de l’élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d’ammoniac obtenue, sur l’ensemble du processus de production, par l’application des MTD mises en œuvre dans l’installation d’élevage.

Constats :
Conforme d’après déclaration GEREPP de 2024 (cf tableau ci-après)

SYNTHÈSE DES ÉMISSIONS DE L’ÉLEVAGE POSTE PAR POSTE

Poste d’émission	Ammoniac (NH3)	Protoxyde d’azote (N2O)	Méthane (CH4)	Particules totales (TSP)	Particules fines (PM10)
	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Bâtiment	7 607				
Stockage	580				
Épandage (sur terres en propre)	-				
Épandage (sur autres terres dans le cadre du plan d’épandage)	4 773				
Épandage (exportation d’effluents normalisés)	-				
Emissions totales (à l’exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	12 960	357	31 005	2 328	1 031
Valeur seuil de déclaration des Émissions Polluantes (arrêté du 31 janvier 2008)	10 000	10 000	100 000	100 000	50 000

ÉMISSIONS POUR UN ÉLEVAGE STANDARD ÉQUIVALENT (MTD23)

	Ammoniac (NH3)	Protoxyde d’azote (N2O)	Méthane (CH4)	Particules totales (TSP)	Particules fines (PM10)
	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Bâtiment	8 232				
Stockage	3 140				
Épandage (sur terres en propre)	4 613				
Emissions totales (à l’exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	15 985	693	31 005	2 328	1 031

Type de suites proposées : Sans suite

N° 36 : MTD n°30 Émissions atmosphériques d’NH₃, hébergement de porcs

Références réglementaires :

- BREF IRPP : MTD n°30
- Arrêté ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage IED

Prescription contrôlée :

NEA-MTD pour les émissions atmosphériques d’ammoniac provenant de chaque bâtiment d’hébergement de porcs

Paramètre	Catégorie animale	NEA-MTD ⁽¹⁾ (kg NH ₃ /emplacement/an)
Ammoniac exprimé en NH ₃	Truies en attente de saillie et truies gestantes	0,2 — 2,7 ⁽¹⁾ ⁽²⁾
	Truies en maternité (y compris porcelets) en cages	0,4 — 5,6 ⁽²⁾
	Porcelets en post-sevrage	0,03 — 0,53 ⁽¹⁾ ⁽³⁾
	Porcs de production	0,1 — 2,6 ⁽¹⁾ ⁽³⁾

Constats :

Nom du bâtiment	Approche globale porcs	Porcs de production	Renseigner la partie Commentaire*	Données complémentaires à renseigner pour l'approche globale
BAT1		2,570	VLE Existant 30 a.0 (PP: 3,6)	
BAT2		2,570	VLE Existant 30 a.0 (PP: 3,6)	
BAT3	0,916		VLE Existant 30 a.0 (PS; PC; Coch): 1,629)	1296 places PS, 611 places PP.

Conforme d'après déclaration des émissions sur l'année 2024 réalisée le 21/03/25.

Type de suites proposées : Sans suite
